



LE

journal

UNSA
TERRITORIAUX
Eurométropole

N° 86
Août
2015

Déni de démocratie sociale !

Le nouveau **protocole d'accord sur le droit syndical** est présenté en **avant-dernière page** de **PERCUSSION** de **Juillet-Août-Septembre 2015**.

Une **présentation très orientée**, qui comporte de très nombreux **oublis, inexactitudes ou contre-vérités**.

L'article n'indique nullement que le **protocole d'accord** est **contesté** au niveau **juridique** par l'**UNSA**. Précisons que l'**Eurométropole de STRASBOURG** n'a pas encore répondu au **recours gracieux** déposé le **30 juin 2015**.

L'article n'indique pas non plus que la **réduction drastique du quota d'autorisations spéciales d'absence** destiné aux **délégués de service pénalise** surtout les syndicats **FO** et **UNSA**, pourtant **représentatifs**.

Quant aux **intersyndicales "réservées"** à **4 syndicats**, il s'agit d'une **décision purement interne** à l'**Eurométropole de Strasbourg**, qui n'est dictée par aucun texte.

Cette **décision**, qui n'a d'ailleurs été notifiée qu'aux Directions et pas aux 5 organisations syndicales exclues des intersyndicales, a été **contestée** par ces dernières dans des **courriels** du **6 juillet 2015** et du **5 août 2015** adressés au Vice-Président chargé du personnel. Courriels sans réponse à ce jour

L'**intersyndicale** sur le **temps de travail**, dont il est fait écho dans **PERCUSSION**, a été **réservée à 4 syndicats**. Aucune information n'a été communiquée aux 5 autres syndicats par la Direction Générale depuis **juin 2015**.

Ajoutons enfin que la dernière réunion "**Agenda social**" s'est tenue le **12 novembre 2014**.

La démocratie sociale est en marche au sein de l'**Eurométropole de STRASBOURG** !

EN PAGE 2 :

La (nouvelle) bataille d'Austerlitz

L'UNSA n'est pas muselée !

Assurer l'avenir du service public

EN PAGE 3 :

Versement de la prime de Noël

Temps de travail dans la fonction publique

Organisation de la collecte des déchets

Enquête QVT

EN PAGE 4 :

Projet d'accord PPCR

Majoration en temps des heures supp

A noter



CONTACTEZ-NOUS :

IMMEUBLE DE LA BOURSE

1, Place De Lattre De Tassigny
67076 STRASBOURG Cedex (Poste 87029 ou 81132)
Tél. : 03 68 98 70 29 - Portable : 06 32 10 95 72

E-mail UNSA Eurométropole : unsa.syndicat@strasbourg.eu
Site UNSA Eurométropole : <http://unsacus.e-monsite.com/>

La (nouvelle) bataille d'Austerlitz

Le 18 août 2015, les syndicats **FO** et **UNSA** ont publié le **communiqué** suivant :

"Le 23 juillet 2015, les syndicats FO et UNSA de l'Eurométropole de Strasbourg avaient interpellé l'administration sur le dossier des toilettes publiques, notamment en ce qui concernait la fermeture des toilettes publiques de la place d'Austerlitz.

Interpellation restée sans réponse

C'est par la presse que nos deux organisations syndicales ont eu connaissance de l'état d'avancement du dossier. En terme de dialogue social, l'Eurométropole pourrait mieux faire.

Sur le fond, nous notons les atermoiements et les incohérences des élus quant à la fermeture des toilettes publiques de la place d'Austerlitz, hors marché de Noël.

La décision pourrait - partiellement - être revue, si

Une bonne administration voudrait que la concertation, la réflexion, soient menées avant la mise en œuvre d'une décision.

Décision d'ailleurs illégale sur la forme, puisque le comité technique – instance de concertation – n'a manifestement pas été consulté.

Mais, le pas en arrière ne se ferait qu'à travers l'installation de toilettes automatiques.

Pourtant, en dehors de leur mission première de surveillance et de nettoyage des toilettes publiques, les préposés-ées jouent également un rôle dans l'accueil des touristes, en répondant notamment à leurs demandes de renseignement sur les lieux touristiques.

En conséquence, les syndicats FO et UNSA demandent à ce que l'Eurométropole rouvre sans délai les toilettes publiques de la place d'Austerlitz."

L'UNSA n'est pas muselée !

En lisant le journal de Juillet 2015 d'une autre organisation syndicale, on pourrait croire que **tous les syndicats de l'Eurométropole** ont été **muselés**, à travers une **réduction drastique des moyens**.

Ce n'est pas le cas de l'**UNSA** !

Certes, l'administration a essayé par différents moyens de "museler" l'**UNSA**, comme d'autres organisations syndicales. Mais, elle a **échoué** !

Assurer l'avenir du service public

Dans le cadre de la **délibération "Assurer l'avenir du service public de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg"**, voici les **neuf nouveaux chantiers** qui ont été **annoncés** :

- Gestion des toilettes publiques automatiques et optimisation du nettoyage (*42 agents concernés*) : mise en œuvre en **avril 2016**
- Part de l'économie sociale et solidaire dans le balayage manuel (*276 agents concernés*) : mise en œuvre en **avril 2016**
- Organisation suite à la baisse d'activités en investissement :
 - * DCPB (*78 agents concernés*) : mise en œuvre au **premier trimestre 2016**
 - * DEPN (*agents des services SAEPS, SAEPC et SICEP concernés*) : mise en œuvre dans le cadre des évolutions et mutations
- Gestion des véhicules et mutualisation avec d'autres services publics (*159 agents concernés*) : mise en œuvre à compter de **juillet 2016**
- Réorganisation interne de la communication (*20 agents concernés*) : mise en œuvre de **février à avril 2016**
- Transfert ALSH vers le secteur associatif (*10 agents concernés*) : mise en œuvre en **juin ou septembre 2016**
- Mode de gestion des missions d'entretien courant de la voirie (*17 agents concernés*) : début de mise en œuvre éventuelle au **premier semestre 2016**
- Évolution des prestations du service des Espaces verts (*environ 220 agents concernés*) : mise en œuvre à déterminer en fonction des priorités
- Evolution prestations de service courrier (*34 agents concernés*) : délibération de mise en œuvre au **2ème semestre 2016**

Avis de l'**UNSA**

Aucun de ces neuf chantiers n'a été présenté en détails à ce jour à l'**UNSA**

Dans la plupart des cas, les quelques **1000 collègues** concernés ne savent pas à ce jour à quelle sauce ils vont être mangés.

Leur **inquiétude** principale porte sur le **devenir** de leur **poste**. Va-t-il être **supprimé** ? Si oui, sur quel poste vais-je être **reclassé** ?

Car, la **réduction** des **725 postes** annoncée se fera surtout dans le cadre de **mobilités**, et non dans le cadre de départs à la retraite.



Versement de la prime de Noël

Comme à périodes régulières, il circule à nouveau des rumeurs selon lesquelles la **prime de Noël** (13ème mois versé avec la paie de novembre) serait **remise en cause**.

Ces rumeurs n'ont aucun fondement.

Le **versement de la prime de Noël aux agents** de l'**Eurométropole de Strasbourg** est **garanti** par le **3ème alinéa de l'article 111** de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, qui stipule :

"(...) les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération que les collectivités locales et leurs établissements publics ont mis en place avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont maintenus au profit de l'ensemble de leurs agents, lorsque ces avantages sont pris en compte dans le budget de la collectivité ou de l'établissement."

La **prime de Noël** est **versée** selon les **modalités** en vigueur au **26 janvier 1984**, qu'il s'agisse du **montant** (*correspondant à un mois de traitement*) ou des **déductions** au titre des arrêts de travail pour maladie (*1/360ème de la prime par jour de maladie, au-delà du 30ème jour de maladie dans la période du 1er octobre de l'année précédente au 30 septembre*).

Ces modalités ne peuvent en aucune manière être modifiées.

Temps de travail dans la fonction publique

Par **lettre de mission du 13 juillet 2015**, le Premier ministre a demandé au Président du Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale (**CSFPT**), de dresser un **état des lieux** exhaustif de la **réglementation** et surtout des **pratiques effectives** concernant le **temps de travail** dans les **trois versants** de la fonction publique.

Des **évolutions des réglementations** pourront être **proposées** sans que "*le principe d'un temps de travail annuel de 1607 heures ne soit remis en cause*".

Le **rapport** devra être **remis** au plus tard le **1er février 2016**.

Organisation de la collecte des déchets en porte à porte

Selon un article publié le **16 juillet 2015** dans les Dernières Nouvelles d'Alsace, l'**Eurométropole de Strasbourg** aurait pris la **décision de supprimer** le «**service complet**» au niveau de la **collecte des déchets en porte à porte** (*un des chantiers engagés dans le cadre de la délibération "Assurer l'avenir du service public de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg"*).

Par message du **17 juillet 2015**, les syndicats **FO** et **UNSA** ont demandé au service **Collecte et valorisation des déchets** si cette décision était avérée.

Par message du **18 juillet 2015**, la cheffe de service a répondu que la **restriction du service complet** était l'un des trois volets de l'**optimisation de la collecte**.

Restriction aux secteurs où cette prestation est effectivement réalisée et où elle nécessite d'être réalisée par la collectivité pour éviter de trouver des bacs à demeure sur espace public.

La cheffe de service a précisé que cette piste n'était pas nouvelle, qu'elle ne consistait pas à **supprimer totalement le service complet**, mais simplement à ne le maintenir que sur les secteurs où il y a une réelle valeur ajoutée.

Selon elle, *"les périmètres des secteurs ne sont pas encore précisément définis, encore moins validés."*

Les syndicats **FO** et **UNSA** rencontreront le service **Collecte et valorisation des déchets** le **9 septembre 2015** à la rentrée pour être informés, dans sa globalité, de l'**état d'avancement** du chantier **"Organisation de la collecte des déchets de porte à porte"**.

Enquête QVT

La qualité de vie au travail (QVT) est un **axe majeur** de la **politique revendicatrice** de l'**UNSA**.

Dans ce cadre, l'**UNSA** s'associe à une **étude** réalisée en partenariat avec le **laboratoire de recherche en psychologie sociale du travail** et l'**Université de Toulouse Jean Jaurès**.

Le **questionnaire** est accessible sur le **web** via le lien suivant :

<http://florentbonnel.fr/enquete-usa-sante-travail-collectif/>



Projet d'accord PPCR

Les **négociations** sur le «**projet d'accord** sur l'avenir de la fonction publique : la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations» (**PPCR**) se sont achevées le **9 juillet 2015**.

Marylise LEBRANCHU a adressé aux syndicats le **17 juillet 2015** la **version définitive du protocole** reprenant les **conclusions des négociations**.

Les organisations syndicales auront jusqu'à la **fin septembre 2015** pour se prononcer.

L'**UNSA Fonction publique** n'arrêtera sa **position** que lors de son **congrès**, qui se tiendra le **22 septembre 2015**.

L'accord ne sera **mis en oeuvre** que s'il recueille la **signature d'organisations syndicales** représentant au moins **50% des agents**.

Rappelons que l'**UNSA** «pèse» pour **10 %** dans l'ensemble de la fonction publique.

Majoration en temps des heures supplémentaires

Le syndicat **UNSA** **Territoriaux** de l'**Eurométropole de STRASBOURG** a déposé le **22 juin 2015** un **recours** devant le **Tribunal Administratif de Strasbourg** contre la **Note aux agents-es n° 056 du 16 décembre 2014**, en ce qu'elle prévoit la **suppression** de toute **majoration en temps** pour les **heures supplémentaires "normales"** (*hors nuits, dimanches et jours fériés*).

Le syndicat **UNSA** **Territoriaux** **Eurométropole** est membre de l'**Union Nationale des Syndicats Autonomes**.



Il fait partie de l'**Union Départementale (UD 67)**
UNSA Territoriaux du Bas-Rhin

Site UD 67 :

<http://unsaterritoriaux67.e-monsite.com/>

A noter

Lors d'une réunion qui s'est tenue le **17 juin 2015**, l'administration a indiqué que, à compter de **janvier 2016**, le **télétravail** serait ouvert à une **centaine** de nouveaux **expérimentateurs-trices**, de **directions volontaires**.

Le décret n° **2015-761** du **24 juin 2015** relatif au **rapport** sur la **situation** en matière d'**égalité** entre les **femmes** et les **hommes** intéressant les **collectivités territoriales** a été publié au **Journal Officiel** du **28 juin 2015**.

Ce **rapport** concerne la **situation** en matière d'**égalité** intéressant le **fonctionnement** de la **collectivité** ainsi que les **politiques** qu'elle mène sur son territoire.

Lors d'une réunion du **29 juin 2015** sur le **CNAS**, l'administration a fait part de sa volonté de **revoir** les **critères d'attribution** des **chèques-vacances** à l'**horizon 2017**, en prenant en compte le quotient familial ou le traitement avec régime indemnitaire.

A compter du **1er juillet 2016**, la **gestion** de la **patinoire** «**Iceberg**» sera **reprise** en **régie** par l'**Eurométropole**.

L'arrêté du **16 juillet 2015** portant modification de l'arrêté du **3 août 2007** relatif aux **formations** à l'**armement** des **agents de police municipale** et au certificat de moniteur de police municipale en maniement des armes a été publié au **Journal Officiel** du **23 juillet 2015**.

Une **circulaire du 28 juillet 2015** explicite les **dispositions** applicables en matière de **prévention** du **risque d'exposition à l'amiante** dans la **fonction publique**.

La loi n° **2015-991** du **7 août 2015** portant **nouvelle organisation territoriale de la République** a été publiée au **Journal Officiel** du **8 août 2015**.

Cette loi comporte diverses dispositions touchant l'**Eurométropole de Strasbourg**.

Ainsi, en vertu de l'**article 90**, des **groupes de compétence** ou des **compétences** lui seront **transférés** ou **délégues** de la part du **Département du Bas-Rhin**, dans le cadre d'une **convention**.

Ces **transferts** ou **délégations** prendront **effet** au plus tard en **2017**.

La réunion de travail sur l'**entretien professionnel** prévue initialement le **24 juin 2015** a été **reportée** au lundi **31 août 2015**.

La **Note aux agents-es n° 031** du **11/08/2015** indique que des **facilités horaires** peuvent être accordées le **jour** de la **rentrée des classes**.

